



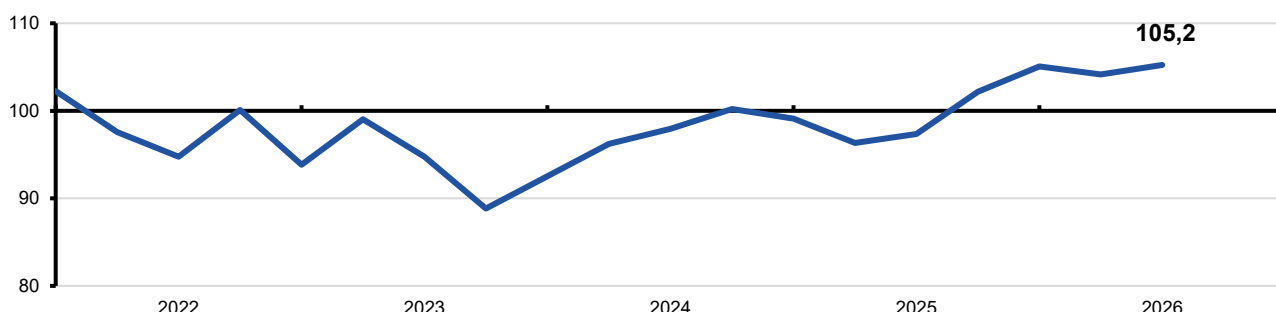
CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Tendances conjoncturelles - 2^e trimestre 2026

L'indicateur du climat des affaires se maintient nettement au-dessus de sa moyenne de longue période

Le climat des affaires demeure bien orienté

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

© IEDOM

La hausse de l'indicateur du climat des affaires reprend au deuxième trimestre 2026. L'ICA progresse de 1,1 point pour s'établir à 105,2 points, se maintenant au-dessus de sa moyenne de longue période depuis quatre trimestres. Ce niveau confirme la bonne orientation de l'économie guyanaise malgré un environnement international qui demeure incertain.

En dépit des tensions géopolitiques liées au conflit armé dans le détroit d'Ormuz et de leurs répercussions sur les prix du carburant, les chefs d'entreprise portent un jugement plus favorable sur leur activité, passée comme anticipée. Les carnets de commandes demeurent nettement supérieurs à leur moyenne de longue période tandis que les soldes d'opinion relatifs aux prix de vente restent bien orientés, confirmant le dynamisme de l'activité au deuxième trimestre 2026.

Le regain d'activité du Centre spatial guyanais continue par ailleurs d'alimenter des perspectives de développement à moyen terme et participe à la bonne tenue de l'économie guyanaise.

La situation financière des entreprises demeure favorable. Le solde d'opinion relatif à la trésorerie du trimestre écoulé reste nettement supérieur à sa moyenne de longue période et signale une amélioration de la trésorerie pour le cinquième trimestre consécutif. Les perspectives de trésorerie se redressent par ailleurs. Les délais de paiement sont pour leur part globalement

stables, même si les prévisions demeurent légèrement en retrait par rapport à leur moyenne de longue période. Les intentions d'investir et les anticipations concernant l'évolution des effectifs demeurent elles aussi supérieures à leur moyenne de longue période et continuent ainsi de refléter des perspectives favorables.

Le nombre de créations d'entreprises se stabilise au deuxième trimestre 2026 (-0,9 % sur le trimestre, CVS-CJO¹), après plusieurs trimestres de progression soutenue. Avec 1 100 nouvelles immatriculations, les créations demeurent en nette hausse sur un an (+10,4 %, CVS-CJO). Cette dynamique reste portée par les microentreprises, dont les créations sont quasi stables sur le trimestre (-0,3 %, CVS-CJO) et progressent de 17,7 % en glissement annuel (CVS-CJO).

Les défaillances d'entreprises diminuent au deuxième trimestre 2026 (-10,7 % sur le trimestre). Elles s'établissent à 175 en cumul sur douze mois (+40 % en glissement annuel), après avoir atteint un niveau record de 196 au trimestre précédent. Cette évolution marque un infléchissement de la dynamique haussière, même si le nombre de défaillances demeure élevé au regard des niveaux historiques. Cette situation reste en partie liée aux effets de rattrapage post-Covid ainsi qu'aux actions menées par le Tribunal de commerce pour fiabiliser le registre des entreprises.

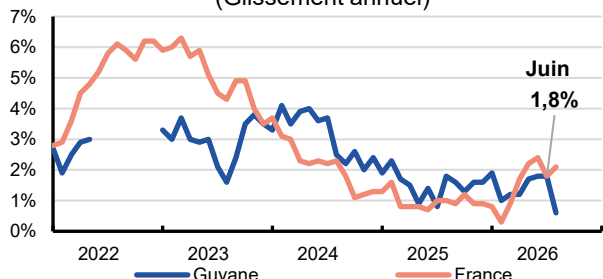
¹ CVS-CJO : corrigé des variations saisonnières et des effets de jours ouvrables

L'inflation repart à la hausse au 2^e trimestre

L'indice des prix à la consommation (IPC) accélère en juin 2026 (+1,0 % par rapport à mars). Cette hausse est principalement portée par les prix de l'énergie (+14,6 %), en lien avec les tensions observées sur les marchés énergétiques internationaux, liées notamment au conflit au Moyen-Orient. Les prix de l'alimentation poursuivent également leur progression (+0,4 %). À l'inverse, les prix des produits manufacturés reculent sur le trimestre (-0,6 %).

En glissement annuel (g. a.), les prix augmentent de 1,8 % en juin en Guyane, après +1,2 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par la forte hausse des prix de l'énergie (+10,4 %), ainsi que par l'augmentation des prix de l'alimentation (+1,9 %) et des services (+1,6 %). Les prix des produits manufacturés sont quant à eux en léger recul sur un an (-0,3 %). En juillet (début du 3^e trimestre), les prix augmentent plus lentement : +0,6 % sur un an glissant.

Évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC)
(Glissement annuel)

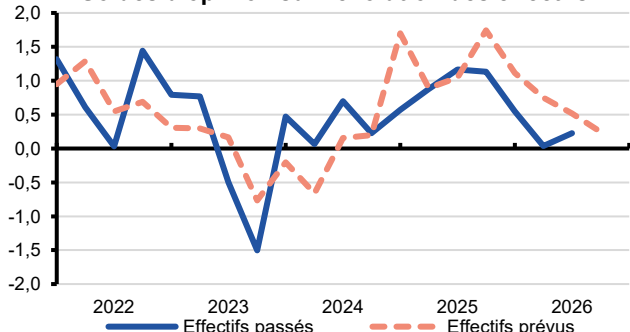


Source : Insee, données mensuelles. IPC non disponible en Guyane pour les périodes suivantes mai-juillet 2022, septembre-novembre 2022 ©IEDOM

Un marché du travail qui reste sous tension

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A repart à la hausse au 2^e trimestre 2026 (+3,2 %, CVS-CJO). Cette tendance concerne principalement les 25 - 49 ans (+4,8 %) et les plus de 50 ans (+1,6 %) tandis que la situation des moins de 25 ans reste plutôt stable (+0,4 %). Cette hausse est davantage marquée chez les hommes (+3,7 %) que chez les femmes (+2,9 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC de longue durée (> 1 an) continue de progresser (+9,3 % en glissement trimestriel après +10 % le trimestre précédent et +42,3 % en glissement annuel, CVS-CJO). Si la

Soldes d'opinion sur l'évolution des effectifs



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

©IEDOM

² La mise en œuvre de la **réforme France Travail** en 2025 s'est accompagnée de plusieurs changements réglementaires : inscription automatique de nouveaux publics et création de nouvelles catégories (bénéficiaire du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales, personnes en situation de handicap), évolution des règles d'actualisation et assouplissement des décrets relatifs aux sanctions, création de nouvelles catégories. Ces changements ont contribué à accroître le nombre d'inscrits à France Travail.

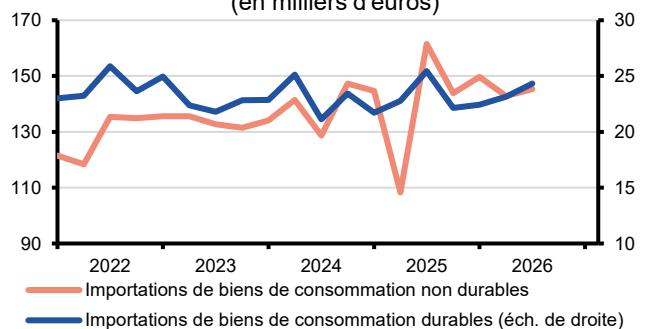
hausse des DEFM ABC de longue durée résulte avant tout de la réforme France Travail² en 2025 (+ 21,9 % au T1 2025), une réelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi de cette catégorie est observée en glissement annuel.

Par ailleurs, les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture révèlent que leurs effectifs sont stables, après plusieurs trimestres de hausse. Cette tendance pourrait se traduire par un ralentissement des recrutements.

La consommation des ménages se redresse

La valeur des importations de biens de consommation augmente de 2,3 % au 2^e trimestre 2026. Cette hausse est principalement portée par les achats de biens durables (+5,2 %). De même, les importations de biens de consommation non durables progressent, mais à un rythme plus modéré (+1,8 %). Elles représentent près de 85 % du total importé.

Importations de biens de consommation
(en milliers d'euros)



Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM

©IEDOM

Sur un an, les importations de biens de consommation se replient de 9,2 %. Ce recul est principalement imputable à un effet de base, lié aux perturbations des flux d'approvisionnement engendrées par les mouvements de grève dans plusieurs ports de l'Hexagone en mars 2025. Les importations de biens de consommation non durables ont ainsi fortement rebondi au T2 2025 (+50 % en glissement trimestriel). Dès lors, le recul observé au T2 2026 semble davantage relever d'un phénomène de normalisation que d'une réelle contraction de la demande. Sur ce trimestre, les importations des biens de consommation non durables affichent une diminution de 10,0 % tandis que celles des biens durables se replient de 4,4 % en glissement annuel.

Sur le marché automobile, les importations de véhicules de tourisme repartent à la hausse (+19,7 %) après 2 trimestres quasiment atones. Le nombre d'immatriculations de ce type de véhicule augmente par conséquent de 10,4 %. En g.a., les importations comme les immatriculations enregistrent une nette progression (respectivement +41,6 % et +16,9 %).

Le solde d'activité des entreprises du commerce repasse en territoire positif pour la première fois depuis fin 2024. Toutefois, les perspectives d'activité sont plutôt défavorables.

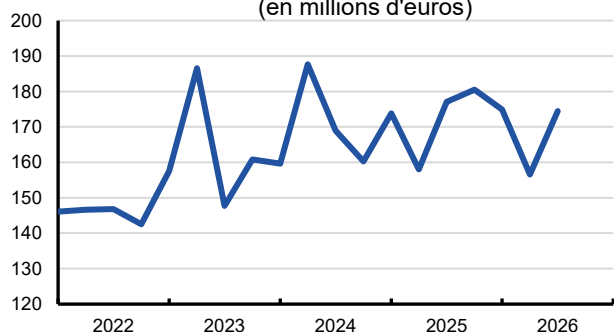
Enfin, les indicateurs portant sur la vulnérabilité des ménages évoluent de manière contrastée. Les dépôts de dossiers de surendettement à l'IEDOM s'inscrivent à la baisse sur le trimestre (-7,4 %) mais poursuivent leur progression en glissement annuel (+6,0 %). À l'inverse, le nombre de personnes physiques en situation d'interdits bancaires se contracte (-1,8 % ce trimestre et -6,7 % en g.a.). Enfin, les retraits de cartes bancaires reculent (- 4,6 % en glissement trimestriel et annuel).

Une dynamique d'investissement contrastée

Après une fin d'année 2025 en perte d'élan, l'investissement privé montre des signes d'amélioration.

Les importations de biens d'investissement rebondissent nettement ce trimestre en valeur (+11,4 %), revenant à un niveau proche de celui du T4 2025. Néanmoins, sur un an, celles-ci s'inscrivent en léger recul (-1,5 %). Les importations de biens d'équipement augmentent encore plus fortement sur trois mois (+29,1 %) mais demeurent également en retrait sur un an (-27,9 %) principalement du fait d'un niveau exceptionnellement élevé pour les importations de biens intermédiaires au T2 2025.

Importations de biens d'investissement
(en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM

© IEDOM

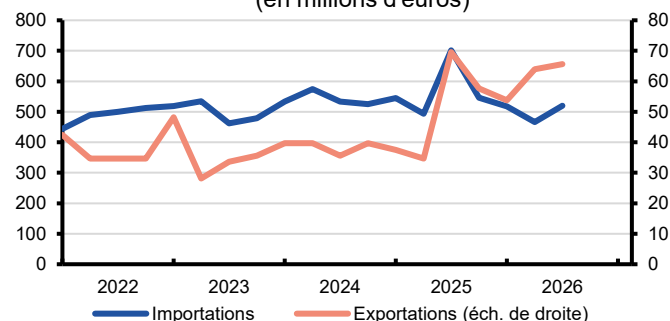
Parallèlement, le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires progresse de 13,8 % sur le trimestre. Malgré ce rebond conjoncturel, la tendance demeure baissière sur un an (-8,5 %). Les importations de ce type de véhicules restent bien orientées, en augmentant de 26,2 % sur 3 mois et 31,3 % sur 12 mois.

Une normalisation des échanges extérieurs

Après un 1^{er} trimestre en retrait, les importations de biens amorcent un redressement au 2^e trimestre 2026, tant en

valeur (+11,4 %, CVS-CJO) qu'en volume (+3,3 %, CVS-CJO), se rapprochant ainsi des niveaux observés en fin 2025. En glissement annuel, elles se contractent fortement, de respectivement 25,9 % et 18,8 % (CVS-CJO), en raison d'un effet de base lié au pic d'importations au T2 2025 (+42 % en valeur en glissement trimestriel).

Importations et exportations
(en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM

© IEDOM

Sur le trimestre, les hausses les plus marquées concernent les importations de biens intermédiaires (+17,1 % en valeur et 17,3 % en volume, CVS-CJO) et de biens d'investissement (+11,4 % en valeur et +11,8 % en volume, CVS-CJO). Seules les importations de biens énergétiques reculent en volume (-24,1 %, CVS-CJO) alors qu'elles affichent une forte croissance en valeur (+21,7 %, CVS-CJO).

En parallèle, les exportations de biens rebondissent (+2,5 % en valeur et +41,1 % en volume, CVS-CJO), portées par un effet volume, encore plus marqué en glissement annuel (+55,3 % en volume et -5,7 % en valeur, CVS-CJO). Le taux de couverture chute légèrement par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 12,6 % (contre 13,7 %).

Le boom des exportations en volume est porté par les produits agricoles, sylvicoles et de la pêche (+33,5 % sur le trimestre et -58,6 % en g.a., CVS-CJO) mais surtout par la forte hausse des exportations de biens d'équipement (+48,1 % sur le trimestre et +38,3 % en g.a., CVS-CJO).

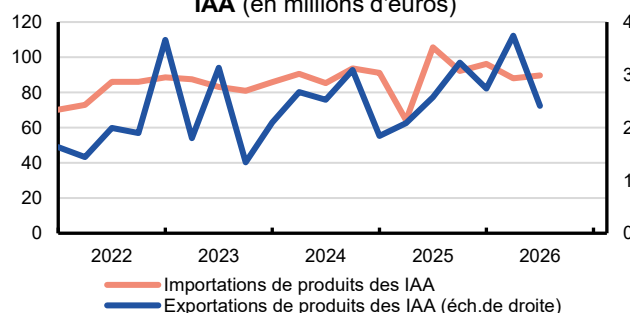
À noter que les exportations demeurent marginales par rapport aux importations. Le taux de couverture s'établit à 12,6 % au 2^e trimestre 2026.

Certains secteurs bénéficient d'une activité soutenue

Le deuxième trimestre 2026 est marqué par une activité positive dans l'ensemble des secteurs d'activité excepté dans l'agriculture-IAA (industrie agroalimentaire) et les services. L'industrie et le tourisme tirent l'économie privée, et les prévisions restent favorables pour le troisième trimestre.

Dans le **secteur primaire-IAA**, l'activité baisse pour le 2^e trimestre consécutif. Les importations de produits des IAA augmentent de 1,8 % tandis que les exportations chutent de 35,5 % (après +35,1 % au T1). En parallèle, les exportations de bois se contractent (-45,7 % en valeur et -9,6 % en volume). Les chefs d'entreprise du secteur font néanmoins part de charges d'exploitation et de délais de

Importations et exportations de produits des IAA
(en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM

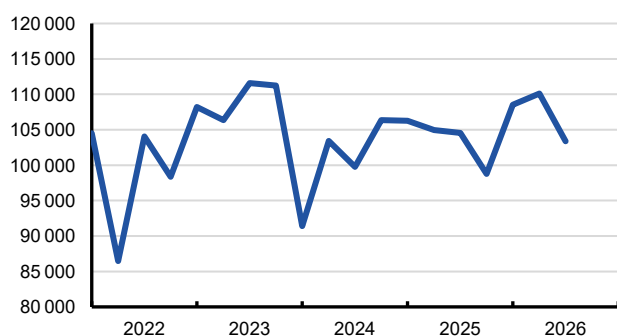
© IEDOM

paiement qui s'améliorent. Les prévisions sont relativement positives, avec une activité qui devrait se stabiliser, des investissements et des niveaux de trésorerie en hausse.

Le secteur des **services**, moteur de l'économie guyanaise, connaît également une nouvelle baisse d'activité au 2^e trimestre 2026. Les réponses à notre enquête traduisent des effectifs qui continuent de baisser malgré un carnet de commandes rempli et des délais de paiement qui se réduisent. Les anticipations d'activité restent négatives, accompagnées par des niveaux de trésorerie et des charges qui devraient se dégrader.

Les chefs d'entreprise du secteur **touristique** font part d'une activité bien orientée pour le quatrième trimestre consécutif. Les carnets de commandes sont remplis, les effectifs en hausse et les niveaux de trésorerie stables. Cependant, on constate une baisse du nombre de passagers à l'aéroport (-0,6 %) et du nombre de nuitées dans l'hôtellerie (-6,1 %). Les prévisions restent cependant orientées à la hausse en termes d'activité et d'investissement, malgré des délais de paiement qui devraient s'étendre et des charges qui devraient continuer de s'alourdir.

Nombre de nuitées



Source : INSEE, CVS-CJO IEDOM

© IEDOM

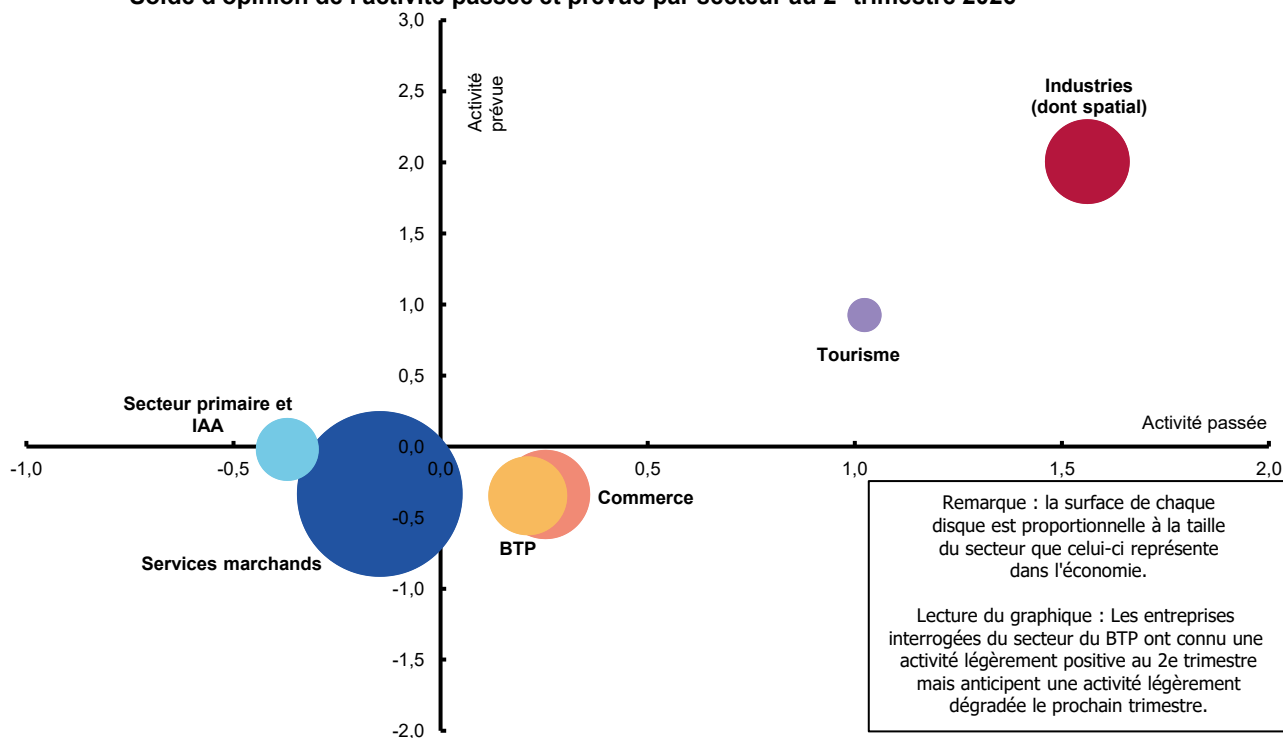
S'agissant du **commerce**, l'activité rebondit après plus d'une année de baisse. Les carnets de commandes sont remplis et la trésorerie des entreprises poursuit son amélioration. Toutefois, les prévisions demeurent pessimistes, avec une activité, des niveaux de trésorerie, des charges et des délais de paiement prévus qui se détériorent.

L'activité est positive dans le **BTP**. Les niveaux de trésorerie et les carnets de commandes augmentent, de même que les importations de ciment (+7,2 % en valeur, données brutes). À l'inverse, les prévisions sont négatives, tant au niveau de l'activité que des investissements, sur fond de crainte d'une forte baisse de la commande publique notamment liée à la réduction de la ligne budgétaire unique.

Les **industries (hors secteur spatial)** affichent de nouveau une dynamique très favorable. L'activité se maintient à la hausse et tous les soldes d'opinion suivent cette tendance (charges, carnets de commandes, délais de paiement, effectifs, prix pratiqués et trésoreries). Cet optimisme contraste avec la baisse des exportations d'or, tant en valeur (-25,8 %) qu'en volume (-28,8 %) et la baisse des cours à 4238,3\$ l'once, soit son plus bas niveau depuis novembre 2025. Les chefs d'entreprise s'attendent à ce que l'activité croisse de nouveau au prochain trimestre et maintiennent leurs prévisions d'investissement à la hausse.

Enfin, l'**industrie spatiale** bénéficie d'une activité dynamique avec trois lancements effectués avec succès ce trimestre. Deux lancements de fusées Ariane 64 ont permis d'envoyer un total de 68 satellites en orbite pour le compte d'Amazon Leo et le premier lancement d'une fusée VEGA-C par le constructeur Avio a mis en orbite le satellite scientifique SMILE. Selon le Centre spatial guyanais, la cadence devrait s'accélérer aux prochains trimestres avec 10 à 11 lancements prévus sur l'ensemble de 2026.

Solde d'opinion de l'activité passée et prévue par secteur au 2^e trimestre 2026



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

© IEDOM

La conjoncture internationale et régionale

Des performances économiques contrastées dans un environnement régional incertain

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le taux de croissance régional devrait s'établir autour de 2,2 % en 2026 (après +2,4 % en 2025). Les incertitudes géopolitiques persistantes, le resserrement des conditions financières et la résurgence de l'inflation au niveau mondial pèsent sur les perspectives économiques régionales. Les trajectoires économiques sont néanmoins très disparates selon les pays, comme en atteste par exemple la croissance attendue dans les Caraïbes selon que le Guyana soit inclus (+5,6 %) ou non (+1,2 %).

Pour 2026, le FMI a relevé ses prévisions de croissance pour le Brésil à +2,4 % en juillet (contre +1,9 % initialement), notamment du fait d'une demande intérieure soutenue et de son statut d'exportateur net d'énergie. Quant à l'inflation, elle poursuit sa progression sur un an (+ 4,6 % en g.a.), sous l'effet notamment de la hausse des prix de l'éducation et de l'alimentation, selon l'Institut brésilien de géographie et de statistique. Ce niveau est supérieur à la cible de 3,0 % (associée à une fourchette de tolérance de $\pm 1,5$ point de pourcentage) de la Banque centrale du Brésil (BCB). Néanmoins, une décélération est observée au deuxième trimestre (+0,16 % en juin, après +0,58 % en mai et +0,67 % en avril). La BCB a engagé un cycle prudent d'assouplissement monétaire : le taux Selic a ainsi été abaissé à 14,0 % (-0,25 pvd), ce qui constitue la troisième baisse consécutive de ce taux directeur.

Au Suriname, les informations publiées par les autorités statistiques restent limitées. Les projections du FMI indiquent une croissance de 3,9 % en 2026, principalement soutenue par les investissements liés à l'exploitation pétrolière offshore à venir. Le début de la production du projet GranMorgu par TotalEnergies est prévu pour 2028. À cela s'ajoute la découverte annoncée en juin par la présidente Jennifer Simons de huit puits dans le bloc offshore 52 (équivalent à 1 milliard de barils), détenu par les compagnies Petronas et ExxonMobil. Par ailleurs, en décembre 2025, le gouvernement surinamais a conclu un accord avec le FMI visant à restructurer la dette publique du pays (86,2 % du PIB en 2025 selon le Suriname Debt Management Office).

Le Guyana continue d'afficher le taux de croissance le plus rapide de la région. Les projections du FMI tablent sur une expansion exceptionnelle du PIB réel de 16,2 % en 2026, portée par la montée en puissance de la production pétrolière en eaux profondes. L'inflation y resterait relativement contenue, autour de 4,1 %, permettant de préserver un environnement macroéconomique stable. La progression soutenue des secteurs non pétroliers et les investissements publics massifs renforcent cette dynamique.

À l'inverse, la situation au Venezuela demeure fortement dégradée. Si le FMI anticipe une croissance économique de 4,0 % en 2026, le niveau des prix augmenterait de 387,4 %, témoignant d'un régime d'hyperinflation chronique et d'un environnement macroéconomique extrêmement déséquilibré. Depuis 2019, les exportations de pétrole brut vénézuélien, principale source de revenus du pays, sont sous embargo américain. Le renforcement de ces sanctions fin 2025, sous l'égide du Trésor des États-Unis, accentue les difficultés économiques du pays.

Sources : BCB, CEPALC, FMI, Institut brésilien de géographie et de statistique, Suriname Debt Management Office.

Incertitude géopolitique et prix élevés de l'énergie pèsent sur la croissance

Les tensions au Moyen-Orient alimentent les incertitudes de l'environnement international au deuxième trimestre 2026. Les prix de l'énergie demeurent élevés ; le prix du baril oscillant entre 90 et 100 dollars ; contrebalançant la dynamique insufflée par les investissements massifs réalisés dans les nouvelles technologies, intelligence artificielle en tête. Les perspectives de croissance mondiale restent stables, à 3,0 % pour l'exercice 2026 dans les dernières prévisions du FMI, mais masquent des situations contrastées.

À la faveur de leur rôle de leader de l'innovation dans l'intelligence artificielle et d'exportateurs nets d'énergie, les États-Unis résistent à cette incertitude. Cependant, la croissance du PIB US ralentit à 1,5 % au deuxième trimestre en rythme annualisé (après 2,1 % au trimestre précédent). L'inflation, malgré le ralentissement enregistré aux mois de juin et juillet, y reste sensiblement supérieure à l'objectif de 2 % de la Réserve fédérale, entretenant une attente forte autour des futures évolutions des taux d'intérêt directeurs.

Importatrice nette d'énergie et desservie par une confiance des ménages en berne, la zone euro enregistre une croissance faible, bien que supérieure aux anticipations, à 0,4 % sur le trimestre. L'Espagne se distingue par un certain dynamisme de son économie (+0,7 %), alors que l'Italie et l'Allemagne enregistrent des performances plus modestes (+0,2 %). En France, la croissance rebondit au deuxième trimestre à +0,2 % après -0,1 % le trimestre précédent.

L'inflation a progressivement ralenti au cours du trimestre. Elle ressort à 2,8 % à fin juin dans la zone euro, niveau supérieur à la cible de 2 %. Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a maintenu le 26 juillet 2026 les taux d'intérêt directeurs inchangés, tout en surveillant de près l'intensité et la durée du choc énergétique, susceptibles d'alimenter une montée des prix dans la zone euro.

L'économie japonaise souffre elle aussi des coûts élevés de l'énergie, malgré l'effet de mesures fiscales en ayant amorti l'impact, entraînant un ralentissement de sa croissance, à 1,1 % au second semestre 2026 en rythme annualisé.

Les économies émergentes et en développement connaissent des évolutions contrastées, en fonction de leur dépendance aux importations d'énergie ou de leur insertion dans les chaînes de valeur internationales. L'économie indienne bénéficie toujours de perspectives de croissance élevées pour l'exercice 2026, malgré des anticipations de ralentissement en raison de sa dépendance aux importations d'énergie. Les prix élevés de l'énergie pèsent également sur l'économie chinoise, dont la croissance accuse un léger ralentissement au second trimestre, à 4,3 % sur un an, contre 5,0 % au trimestre précédent.

Sources : FMI, Banque de France

Les données de cette étude sont désaisonnalisées, sauf celles relatives aux évolutions des encours bancaires et sauf indications contraires.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : T. DE GUBERNATIS ■ Responsable de la rédaction : A. HUC

Rédaction : A. CAMPS BRES, F. OLLIVIER, E. PETIT ■ Éditeur : IEDOM